EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 18 avril 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 29 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI représenté par Martial ALVAREZ - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Vincent LANGUILLE représenté par Georges CRISTIANI - Georges ROSSO représenté par Gaby CHARROUX - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Emmanuelle CHARAFE - Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

MOB-001-15895/24/BM

■ Approbation d'une convention cadre de superposition d'affectations relative à l'implantation et à la gestion d'équipements communaux sur les supports et installations d'éclairage public transférés à la Métropole 90742

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

23 communes ont transféré la compétence Voirie à la Métropole. C'est le cas également de l'éclairage public affecté aux voies transférées (génie civil, armoires de commandes, comptages, candélabres, câblages, ...).

A contrario, le mobilier urbain, les plans et panneaux lumineux de tous types, l'éclairage public en dehors de l'emprise des compétences voirie et espaces publics, les matériels de vidéo-protection, les bornes de branchements électriques, les radars pédagogiques, les mises en lumière de monuments, les kakémonos, les illuminations de Noël, de manière non exhaustive, demeurent de la compétence communale dès lors qu'il ne concourt pas à l'exploitation de la voirie.

La présente convention cadre a pour objet de définir les conditions techniques, sécuritaires et financières dans lesquelles la commune peut implanter des équipements existants ou à créer sur les supports et installations d'éclairage public transférés à la Métropole, à les raccorder électriquement au réseau d'éclairage public, à les gérer et à rembourser leurs consommations électriques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au-delà des coûts disproportionnés entre les montants de fonctionnement annuels et les investissements nécessaires à l'individualisation des réseaux d'alimentation, d'autres difficultés matérielles et opérationnelles ne permettraient pas forcément de séparer ces réseaux et installations.
- Qu'il convient de rechercher la meilleure articulation possible entre les missions conservées par la commune et le nouveau périmètre de compétence de la Métropole en matière d'éclairage public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de superposition d'affectations, ci-annexée, relative à l'implantation et à la gestion d'équipements communaux sur les supports et installations d'éclairage public transférés à la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseillé Délégué,
Voirie - Infrastructures,
Parcs et aires de stationnement,
Pistes cyclable, Schéma de voirie

Philippe GINOUX